



Communiqué de presse

Elections régionales : un vote pour la démocratie, des propositions pour l'avenir.

Le premier tour du scrutin du 14 mars 2010 portant sur les élections régionales est marquant à deux principaux titres :

- D'une part le taux de participation historiquement bas,
- D'autre part la remontée, dans le paysage national français, du Front National.

Si nous ne pouvons résumer ce premier tour de scrutin à ces seuls éléments, nous notons que le désintérêt au fait démocratique permet la progression des idées nationalistes, racistes et xénophobes.

Pour la Fédération Nationale des Syndicats de Transports CGT, l'abstention majoritaire est grave de sens et de conséquences.

C'est une situation préoccupante pour la démocratie en général, comme pour le monde du travail, qui s'inscrit dans un environnement où le fait démocratique est régulièrement remis en cause par le patronat, les directions d'entreprise.

Malgré tout, ces premiers résultats sanctionnant la politique du gouvernement, expriment des attentes fortes dans les domaines sociaux et environnementaux. L'injustice perçue par les citoyens dans la politique menée dans le cadre de la crise économique/financière et dans les projets à venir, notamment un nouveau "rendez-vous retraite" pour 2010, place ce scrutin dans des enjeux de société.

Opposer enjeu régional/enjeu national n'a pas de sens. Des projets comme celui du "Grand Paris" en sont l'illustration.

Depuis plus de 25 ans et la mise en œuvre de la décentralisation, les régions sont des acteurs majeurs dans la politique des transports en territoires. Leurs choix pèsent tant sur la qualité des transports, leur développement que sur les questions de tarification. De plus, les enjeux environnementaux placent la question des transports collectifs au centre des débats.

C'est dans ce cadre et au regard de ces enjeux que la Fédération Nationale des Syndicats de Transports CGT interpellera les futurs exécutifs régionaux sur nos revendications et propositions, notamment :

- En terme d'infrastructures et de mise en œuvre des projets de transports.
- Sur la mise en œuvre de clauses sociales, environnementales et de qualité dans les contrats passés avec les opérateurs de transports.
- Sur la mise en œuvre de politiques tarifaires socialement justes, permettant un accès au service public pour tous, véritable outil de justice sociale. A cet égard, nous condamnons le désengagement financier de l'état dans ses responsabilités et réaffirmons notre revendication à mettre en œuvre un "pôle public national de transport public" adossé à un "pôle public financier".
- Sur la mise en œuvre de lieux de dialogue et de concertation réunissant élus, usagers et organisations syndicales. Les salariés et les usagers doivent être entendus et prendre leur place sur ces questions qui touchent tant à l'aménagement du territoire qu'à leur quotidien.

Nous appelons l'ensemble des salariés, actifs et retraités à participer massivement au deuxième tour du scrutin régional qui aura lieu dimanche 21 mars 2010, à faire reculer l'abstentionnisme.

Nous appelons aussi à faire de la journée du 23 mars une journée de luttes et d'actions afin de contraindre le gouvernement, le patronat et les directions d'entreprises à d'autres choix pour le développement de l'emploi, des salaires, des services publics.

A l'heure où le président de la République annonce une nouvelle réforme des retraites, les manifestations et arrêts de travail du 23 mars devront être un véritable coup de semonce !

Montreuil, le 18 mars 2010